

Mme le Président: J'allais parler du dévouement des pages demain, mais j'ai l'impression qu'aujourd'hui est le dernier jour de séance. Malheureusement, la présidence semble toujours la dernière mise au courant de ce qui se passe! Je ne m'en plains pas, parce que j'adore les petites surprises.

Au nom de tous les députés, je tiens à remercier les pages du service qu'ils ont offert à la Chambre des communes et à chacun d'entre nous individuellement. Nous sommes toujours heureux de voir arriver de nouveaux pages, mais c'est toujours avec regret que nous voyons les autres nous quitter, car nous finissons par nous y attacher. Nous savons qu'ils ont d'autres projets plus importants et nous l'acceptons, car c'est la vie. Nous leur souhaitons à tous de réussir dans leurs projets futurs.

[Français]

Je voudrais, de la part de tous les députés de la Chambre, remercier les pages pour le service remarquable qu'ils ont donné à la Chambre des communes et aux députés. Je dois dire que j'espère que leur séjour parmi nous a été fructueux. Je dois mentionner que c'est avec affection et intérêt que nous avons assisté à leur initiation à la vie politique, car le service de pages à la Chambre des communes constitue sans aucun doute une initiation tout à fait exceptionnelle à la vie politique, à la vie parlementaire et au jeu politique qui est une nécessité de tous les Parlements. J'espère qu'ils ont été éduqués par ce qu'ils ont vu et entendu, instruits certainement, et qu'ils partageront avec leurs confrères dans les universités où ils s'en vont maintenant leurs connaissances de la vie politique.

Nous leur souhaitons beaucoup de succès dans toutes leurs entreprises futures. Nous regrettons de les voir partir. Nous les avons aimés toute l'année. Chaque député parle toujours avec affection des pages qui sont à la Chambre. Nous leur souhaitons donc un grand succès dans leur carrière, et nous espérons les revoir souvent, car les pages ont pris l'habitude de revenir souvent à Ottawa pour effectuer quelques heures de service à la Chambre des communes.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LES PARIS COLLECTIFS SPORTIFS MESURE PRÉVOYANT L'EXPLOITATION PUBLIQUE DE PARIS COLLECTIFS

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Lumley (au nom de M. Joyal): Que le projet de loi C-95, tendant à prévoir l'exploitation publique de paris collectifs sur les combinaisons de certaines épreuves ou manifestations sportives et à modifier le Code criminel et la loi de l'impôt sur le revenu, soit lu pour la 3^e fois et adopté.

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Monsieur le Président, nous passons de l'étude d'une bonne mesure à une question méprisable, le projet de loi C-95, loi prévoyant l'exploitation publique de paris collectifs sur les combinaisons de certaines épreuves ou manifestations sportives et modifiant le Code criminel. Cela signifie qu'il ne sera plus illégal pour le gouvernement d'organiser un certain nombre de rackets et de

modifier la loi de l'impôt sur le revenu de sorte que les gens qui gagnent—et également ceux qui perdent—ne violent pas cette loi. Voilà une des choses intéressantes au sujet de la loi de l'impôt sur le revenu; si vous gagnez de l'argent, vous ne payez pas d'impôt, mais si vous en perdez vous ne pouvez pas le déduire.

Je voudrais résumer les discussions que nous avons eues au sujet de ce projet de loi méprisable. La première chose qu'il autorisera, c'est la création d'une autre société de la Couronne. C'est déjà, en soi, critiquable, étant donné que le bilan des sociétés de la Couronne constituées par le gouvernement est loin d'être brillant.

● (1530)

Chaque fois que le gouvernement crée une société de la Couronne, il lui faut encore plus de bureaucrates, il trouve des postes pour ses amis qu'il traite aux petits oignons et il conçoit des façons détournées de prélever des impôts. Ne nous faisons pas d'illusions, ce n'est rien d'autre qu'une façon sournoise de prélever des impôts. C'est une mesure ignoble parce que le gouvernement utilise des projets très louables pour recueillir des fonds. Il va presque jusqu'à rançonner diverses organisations afin qu'elles incitent les députés à adopter la loi de manière à profiter des retombées inattendues des loteries que le gouvernement va créer.

C'est aussi une mesure ignoble parce que le gouvernement fédéral va recommencer à jouer, ce qui est immoral. Cette fois-ci, cependant, il dit que ce n'est pas une loterie. Le ministre d'État au Commerce international (M. Regan)—celui-là même qui adore faire voyager des membres de sa famille dans les avions du gouvernement—nous fait accroire que c'est un jeu d'adresse et que les gens seront obligés de se creuser les méninges pour savoir qui va gagner les parties de hockey, de baseball et de quoi encore. Il faut prendre son temps et réfléchir sérieusement pour deviner non seulement qui gagnera la partie, mais aussi le décompte des points. D'après le ministre, cela exige énormément d'adresse, donc ce n'est pas une loterie ni un tirage au sort, mais bien un jeu d'adresse. Le ministre devrait avoir honte de raisonner ainsi.

Et ce n'est pas la seule déclaration qu'il nous ait faite. Le 18 mars 1982, par exemple, lendemain de mon 42^e anniversaire de naissance, il a curieusement déclaré ce qui suit: Il faut que nous ayons les fonds d'ici peu afin de commencer à planifier et à préparer les installations». En d'autres termes, il disait que s'ils ne pouvaient pas lancer cette loterie, cet illégal jeu des nombres sans plus tarder, les XV^e Jeux olympiques n'auraient pas lieu. Voilà une assertion extrêmement trompeuse. Monsieur le Président, je dois avouer que le moment est très mal choisi pour adopter un projet de loi comme le C-95. Je suis certain que, dans un an ou deux, nous regretterons tous d'avoir eu à étudier cette mesure à la Chambre, sans parler du fait que le gouvernement libéral nous aura forcés à l'adopter.

Je me permets de faire certaines prédictions. Cette société va devenir un autre nid de favoritisme libéral. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Voilà notre plus ardent défenseur de l'athlétisme qui fait non de la tête. Mais il sait fort bien que cette société va devenir un autre nid de favoritisme libéral, peut-être le pire de tous. On a déjà commencé d'ailleurs.